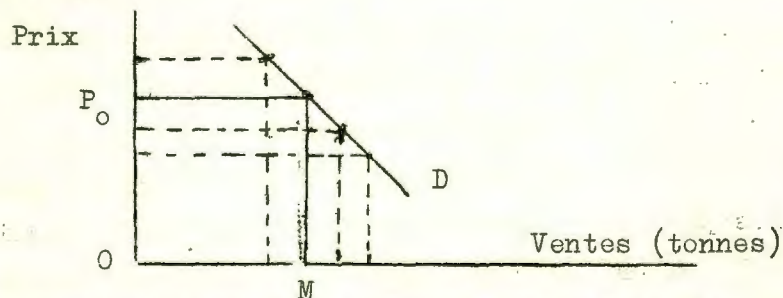


COMMERCE EXTERIEUR
DEVISES ETRANGERES ET BALANCE DES PAIEMENTS
LE CAS DU GHANA

(1) Le Ghana présente une économie exportatrice d'un seul produit, le cacao, dont il est le plus grand producteur (40 %), suivi par le Nigeria (20 %) et l'Amérique du Sud (y compris le Brésil) (12 %), (les pourcentages représentent le tonnage d'exportation en 1963).

Bien que le marché mondial du cacao soit caractérisé par des fluctuations, le niveau du prix dépend toutefois dans une large mesure de la production du Ghana. Si le Ghana retire sa production du marché mondial, la conséquence automatique en est une hausse du prix du cacao; il en va de même si le Brésil retire sa production. Cela est dû au fait que la demande pour le cacao est relativement non-élastique par rapport à l'offre. Pour cette raison, une augmentation des ventes fera probablement baisser le prix ainsi que les recettes provenant du cacao, tandis qu'une diminution des ventes augmentera les prix et les recettes provenant du cacao.



C'est exactement ce que le Ghana a essayé de réaliser : une restriction des ventes. Mais sans succès.

(2) Le Ghana a un régime de contrôle des changes. La monnaie n'est pas négociable à l'extérieur du pays; si on essaye d'échanger la monnaie ghanéenne contre une autre monnaie, on obtient un cours inférieur au cours officiel; ce dernier étant de £ G 1 = £ 1 sterling ou £ G 1 = US \$ 2.80. Ceci est dû à la non-négociabilité de la monnaie. Mais cette différence de cours peut aussi résulter d'une balance des paiements déficitaire - ce qui a également été le cas pendant les dernières années.

- (3) Une balance des paiements déficitaire ou passive n'est pas nécessairement bonne ou mauvaise en soi; elle est même inévitable dans un pays en voie de développement, qui dépend d'apports de capitaux étrangers. Cette situation ne peut persister que dans la mesure où il y a des réserves extérieures antérieurement accumulées pour la maintenir. Mais la balance des paiements ne peut rester indéfiniment déficitaire, car les réserves finissent forcément par être épuisées. Il s'agit donc d'adopter des mesures pour arrêter ce processus conduisant à des balances des paiements déficitaires.

Les faits montrent que de telles mesures n'ont pas été adoptées au Ghana ou, si elle l'ont été, leur application n'a pas été efficace.

- (4) Le Ghana disposait des moyens suivants pour redresser sa balance des paiements :

- (i) Augmenter le fonds de devises étrangères par une restriction des ventes de cacao sur le marché mondial.
- (ii) Limiter la demande en devises étrangères.
- (iii) Augmenter le taux d'intérêt de la Banque du Ghana.
- (iv) Restreindre le crédit sélectivement à des secteurs particuliers de l'économie; ce qui est synonyme d'un ralentissement temporaire du taux des dépenses de développement.
- (v) Contrôler les coûts des projets de développement; les réduire au lieu de les porter au maximum. (Cela signifie : réduction des "rallonges" aux prix forfaitaires et aux coûts de base).
- (vi) Négocier des prêts à long terme.

A l'exception de (ii), aucune de ces mesures n'ont été couronnées de succès lorsqu'elles ont été appliquées. (i) a été un échec en raison des accords bilatéraux de troc, portant sur le cacao, conclus avec des pays tiers (par exemple l'URSS); ces pays ont revendu le produit sur le marché mondial, faisant ainsi baisser les prix, et les recettes provenant du cacao; ce qui a eu pour conséquence une réduction et non une augmentation du fonds de devises étrangères.

(ii) fut adopté sous forme de restriction des importations, ce qui a provoqué une pénurie des produits importés et une augmentation des

prix. (Il est douteux que (iii) ait été appliqué. En tout cas, le marché de capitaux du Ghana est limité et la non-convertibilité de la monnaie constitue un handicap supplémentaire).

(iv) n'a pas été adopté. Le volume des dépenses a été maintenu, notamment les dépenses pour projets de développement.

(v) n'a pas été appliqué, et des projets de développement à coûts élevés, et non prévus au plan, ont été lancés; parmi ces projets, certains ne contribuant que peu - ou pas du tout - à l'amélioration de la situation dans le domaine des devises, étant donné leur contenu importation élevé.

Certains de ces projets ne contribueront sans doute en rien, à long terme, au produit national net, une fois les bénéfices dus aux dépenses de construction terminés, avec l'achèvement du projet.

(vi) a échoué. Le Ghana a essayé d'obtenir des crédits et des prêts du FMI, des Etats Unis et du Royaume Uni - mais sans succès. Par contre, le FMI a envoyé une mission d'enquête au Ghana pour examiner sa situation financière et faire des recommandations; l'attribution par le FMI de crédits destinés à redresser la balance des paiements déficitaire dépendait de l'adoption de ces recommandations par le Ghana. Ces crédits, de toute manière, sont à court terme, donc temporaires, ayant pour objectif d'aider le pays pendant la période où il applique toutes les mesures conventionnelles pour corriger le déséquilibre de sa balance des paiements.

- (5) On pourrait, en dernier ressort, adopter la mesure qui consiste à modifier le taux de change officiel (iii), mais il est loin d'être certain que la situation actuelle du Ghana soit suffisamment grave pour justifier cette mesure. En tout cas, une modification du taux de change n'améliorera probablement pas la situation du Ghana, à moins que cela ne lui permette d'augmenter ses exportations; mais tant que le cacao reste la principale matière d'exportation, une baisse du taux de change aura plutôt tendance à aggraver qu'à améliorer la balance des paiements de ce pays. Cela paraît paradoxal, étant donné qu'une dévaluation encourage normalement les exportations. Mais, le paradoxe s'explique, si on tient compte de la nature de la demande et du marché mondial du

cacao. Si le Ghana réussissait à augmenter ses exportations d'autres produits, la dévaluation de la livre ghanéenne pourrait être bénéfique. Mais cela semble peu probable dans un proche avenir, et il est difficile d'augmenter l'exportation de produits semi-finis vers les marchés étrangers. Ainsi, une situation grave de la balance des paiements causerait un sérieux dilemme au Ghana, dont la seule possibilité est d'augmenter ses exportations vers les autres pays africains, solution qui pour être couronnée de succès - exige beaucoup plus d'efforts qu'une dévaluation de la livre ghanéenne.

Voici le problème qui se pose non seulement au Ghana mais à tous les pays d'Afrique. Tant qu'il n'est pas résolu par des mesures de bon sens et dans l'intérêt commun de tous les pays africains, nous assisterons à une prolifération de mesures de contrôle des changes et d'accords de commerce bilatéraux dans tous les pays africains. C'est ainsi que les structures de commerce de la R.A.U. seront largement adoptées, tandis que s'éloigne le rêve d'une intégration économique de l'Afrique.